

## Formation sur les négociations climatiques pour les îles d'Afrique

Discours de Pr. Vêlayoudom Marimoutou, Secrétaire général de la Commission de l'océan Indien

02 octobre 2023 | Port-Louis, Maurice

---

Madame la représentante du président de la Commission des îles d'Afrique sur le climat,

Mesdames et Messieurs les délégués des Etats insulaires africains,

Mesdames et Messieurs les représentants du *Commonwealth Climate Finance Access Hub*,

Distingués invités, Mesdames et Messieurs,

A l'ouverture de la dernière Assemblée générale des Nations unies il y a à peine dix jours, le Secrétaire général Antonio Guterres a alerté les dirigeants du monde réunis à New York avec une formule choc : « *l'humanité, dit-il, a ouvert les portes de l'enfer* » - fin de citation. Et il a continué en disant que le temps des reculades et des annonces creuses est terminé et surtout en rappelant aux dirigeants que ce sont leurs décisions qui dessineront le monde à venir.

Malgré cet appel, nous avons appris il y a quelques jours que l'un des géants européens et mondiaux de l'industrie pétrolière a décidé d'augmenter sa production d'hydrocarbures sur les cinq prochaines années.

Faut-il alors baisser les bras ? Bien sûr que non ; parce que nous avons une responsabilité collective dans les bouleversements en cours et que, même si nos îles en sont des contributeurs minimes, il revient aux pouvoirs publics de nos territoires de poser les cadres nécessaires à l'atténuation et plus encore à l'adaptation aux effets de la poly-crise du climat, de la biodiversité et même des océans. Ceci est d'autant plus important que le dernier rapport sur l'état du climat indique que l'Afrique sera le continent le plus touché par le réchauffement climatique d'ici 2050. Les observations actuelles et les tendances saisonnières de long terme pour le bassin occidental de l'océan Indien confirme cette prévision : en plein hiver austral, on relevait des températures des eaux de surface équivalente à la moyenne des températures d'octobre, c'est-à-dire à la transition vers l'été ; on apprend également que les cycles de précipitations seront de plus en plus perturbés conduisant à des périodes de sécheresse plus régulières et plus longues et à des épisodes de pluies intenses qui apportent inondations, glissements de terrain, érosion, entre autres.

Les îles d'Afrique doivent donc mieux faire entendre leur voix à l'échelle du continent, au sein de l'Alliance des petits Etats insulaires (AOSIS) et de toute autre instance reconnue par la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques. C'est tout l'intérêt de la Commission des îles d'Afrique sur le climat, l'AISCC, qui constitue une plateforme d'échanges, de coordination et de plaidoyer commun pour nos territoires insulaires qui non seulement font face au défi climatique de manière sensiblement similaire mais en plus doivent bénéficier d'une attention et d'un traitement différenciés par la communauté internationale – je préciserai aussi de la part de l'Union africaine et des communautés économiques régionales.

C'est dans ce contexte de défis, de responsabilité et de bouleversements croissants que se tient notre rencontre. Cette formation avancée sur les négociations climatiques pose un acte concrètement utile pour la diplomatie climatique de nos îles, pour notre plaidoyer, pour l'accès aux financements climatiques et pour la résilience de nos territoires.

En effet, les négociateurs de nos pays auront un rôle crucial à jouer à la COP 28 du Dubai qui se focalisera notamment sur la mise en œuvre l'accord de Paris et l'opérationnalisation d'un fonds de « pertes et dommages ». Il est donc essentiel que les négociateurs disposent des capacités techniques pour saisir la portée de tous les textes qui seront circulés et adoptés et pour pouvoir peser dans les négociations et l'écriture des engagements globaux dans l'intérêt des Etats insulaires d'Afrique.

Cette formation est organisée dans le cadre du volet régional du programme GCCA+ de l'Organisation des Etats ACP mis en œuvre par la COI sur financement de l'Union européenne. Avec ce programme GCCA+, nous apportons des appuis à la diplomatie climatique des îles d'Afrique et, par voie de conséquence, à l'AISCC impulsée et présidée par les Seychelles. Je me félicite que nous collaborions une fois de plus avec le Commonwealth Finance Access Hub qui facilitera l'atelier. Depuis 2005, nous avons développé une collaboration porteuse avec le Commonwealth, notamment cette année avec deux ateliers sur la négociation pour plus d'une centaine de participants de Maurice et des Seychelles qui sont membres du Commonwealth.

Je me réjouis de la tenue de cette formation qui profitera sans doute de la diversité des profils, des expertises et des groupes d'âges réunis. Que vous soyez issus des administrations en charge de l'environnement, de l'économie bleue, des finances, des affaires étrangères ou des questions

juridiques, vous disposez chacune et chacun d'une expérience et de savoir-faire qu'il sera utile de partager entre pairs et plus particulièrement avec les plus jeunes dans une optique de préparer dès maintenant les équipes de négociation de demain.

Un dernier mot pour souligner qu'il n'est pas question que de négociation climatique. Il est en fait question du devenir de nos îles, de l'épanouissement et de la sécurité des populations, de croissance économique inclusive, durable et solidaire. En bref, il est question de développement dans l'idée de la capacité dont on dispose pour réaliser pleinement ses libertés. La tâche est grande et la responsabilité importante. Mais je ne doute pas que vous avez chacune et chacun les épaules pour cela avec la volonté de se former continuellement et de faire valoir les besoins spécifiques de nos îles dans l'idée de la défense des biens communs.

Je vous remercie de votre attention et je vous souhaite une excellente formation.